

Ces femmes qui font la France

Un colloque régional s'est déroulé hier à la Commanderie à Dole à l'initiative de l'association Femmes Debout sur l'égalité des chances et la place des femmes immigrées dans la société

L'AFFLUENCE, la qualité des interventions, la chaleur des échanges et l'authenticité des témoignages ont signé la réussite de ce colloque, qui est tenu à l'initiative de l'association doleise Femmes Debout - créée par Yassiaoudra et présidée par Marie-Guite Dufay - avec le soutien financier de l'agence régionale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé).

M. Rad Azzedine, son directeur régional, a expliqué qu'il ne fallait pas avoir une image réductrice des femmes issues de l'immigration, « qui sont de plus en plus actives et de plus en plus présentes dans notre société ». Cependant, beaucoup reste à faire pour l'égalité des chances. « Pas seulement entre les hommes et les femmes, mais entre tous les êtres humains », conclut la sous-préfète Josette Michel.

« On est d'autant plus étranger que l'on est pauvre »
Leila Acherar

Leila Acherar, docteure en sciences de l'éducation, a beaucoup travaillé sur l'école maternelle, sur les stéréotypes qui sont véhiculés, y compris par les enseignants. « Notre manière d'accueillir les personnes issues de l'immigration est terriblement différente selon que ces personnes sont issues de pays pauvres ou de pays riches. On est d'autant plus étranger que l'on est pauvre », a-t-elle expliqué, exemples à l'appui. Cette chercheuse d'origine algérienne, installée en France depuis 1994, relève également que c'est souvent au nom du respect de l'autre, de sa culture prétendue, de sa religion prétendue, qu'on lui interdit l'accès au droit. Ainsi l'école gratuite et obligatoire de Jules Ferry, en 1882, ne sera jamais offerte aux enfants « indigènes » du « département français » d'Algérie. En 1962, à l'indépendance, « moins de 30 % de ces enfants sont scolarisés, dont moins d'un tiers de filles ». Trente ans plus tard, l'Algérie compte davantage de filles que de garçons bacheliers et 70 % des étudiants en médecine sont... des étudiantes. « Il suffit que le cadre politique change pour que des personnes que l'on disait pas intéressées s'approprient le savoir. Toute stigmatisation est une assignation à être », a-t-elle affirmé. Pour éviter les replis communautaires et sortir de l'isolement, rien de mieux que l'action collective et la politique au sens large. Jean-Claude Wambst, maire de Dole, a rappelé qu'une élue de son équipe municipale, Raphaëlle Manière, était déléguée à la question de l'égalité



Près de trois cents personnes ont suivi et participé aux débats hier à la Commanderie de Dole / Photo Serge Dumont

des hommes et des femmes. Paulette Guinchard, ancienne secrétaire d'État ; Marie-Christine Dalloz, députée ; Françoise Vespa, maire de Saint-Laurent-en-Grand-

vaux et Sylvie Vermeillet, présidente des maires du Jura ont parlé de leurs engagements. « Être élue de la République française, quand on est issue de l'immigration et fille d'ou-

vrier, c'est énorme... », a témoigné Rachida Belalia, conseillère municipale doleise. « Lancez-vous, ça fait pas mal ! »

Le volontarisme de Marie-Guite Dufay

Le volontarisme de Marie-Guite Dufay

En clôture, la présidente du conseil régional de Franche-Comté a rappelé que la différence de revenu moyen entre un homme et une femme en France est de 37 % et que les retraites des femmes ne représentent que 56 % de celles des hommes. Les femmes subissent davantage les temps partiels et les emplois précaires. Marie-Guite Dufay croit aussi percevoir des indicateurs de recul dans la société actuelle. « Je rencontre de plus en plus de jeunes

filles qui ne rêvent que de mariage et d'enfants et qui abandonnent leurs études... Nous devons réagir. » La présidente de la Région rappelle que son engagement public a débuté il y a 25 ans au centre d'information du droit des femmes de Besançon, qu'elle a contribué à fonder et où elle travaillait comme animatrice avant de rejoindre l'équipe municipale bisontine. « Et sans la loi sur la parité, je ne serais pas là à vous parler en tant que pré-

sidente du conseil régional ». A la tête de l'exécutif régional, elle entend axer son effort sur la formation et l'accès à tous les métiers pour les femmes et relancer les programmes d'alphabétisation, en partenariat avec les départements. « Nous devons réagir pour faire évoluer la situation », a-t-elle conclu, regrettant la baisse constante des crédits d'État dans ces domaines.